



L'économie de Mayotte en 2012

Des signes d'amélioration malgré des difficultés économiques persistantes

Après une année 2011 marquée par la dégradation de l'activité économique en raison de multiples conflits sociaux et de l'aggravation de la situation financière des collectivités locales, la situation conjoncturelle s'est légèrement améliorée en 2012 grâce notamment à un deuxième semestre mieux orienté.

Dans la continuité de la fin de l'année 2011, les difficultés économiques ont tout d'abord perduré au premier semestre : les principaux indicateurs économiques se sont repliés et la persistance d'un climat social tendu a empêché les entreprises de retrouver un niveau d'activité élevé. Profitant d'une perception plus favorable sur l'évolution de l'activité et d'intentions d'investissement restaurées, le climat des affaires a ensuite enregistré un rebond exceptionnel au troisième trimestre, et est resté favorablement orienté en fin d'année. Toutefois, la situation économique reste fragile et les principaux indicateurs demeurent instables. La consommation des ménages s'est particulièrement dégradée. Le marché de l'emploi est peu dynamique et les prix sont repartis à la hausse.

Ce contexte de rétablissement progressif du climat des affaires a bénéficié au BTP, qui montre de légers signes de redressement malgré une activité toujours faible et un manque de visibilité à court terme. En revanche, l'activité des services et du commerce s'est de nouveau dégradée, ainsi que celle du secteur touristique en lien avec la chute du trafic aérien.

Dans ce contexte, le financement de l'économie par le système bancaire de la place a été soutenu, comme la collecte de l'épargne grâce, en particulier, à un second semestre dynamique. L'activité de crédit s'est inscrite en hausse, notamment, les crédits d'investissement et aux ménages ; en revanche, le risque porté par les établissements de crédit continue de se détériorer.

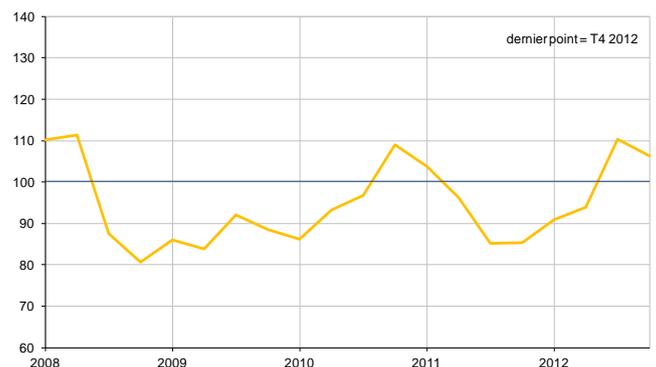
UN REDRESSEMENT ENCORE FRAGILE

Net redressement du climat des affaires

L'indicateur du climat des affaires (ICA) s'est amélioré en 2012. Il s'est notamment nettement redressé au troisième trimestre en passant au-dessus de sa moyenne de longue période pour s'y maintenir en fin d'année (+6,2 points au dernier trimestre).

Ce redressement s'explique par l'amélioration des intentions d'investissement et par une opinion plus favorable des agents économiques sur leur activité. Si la progression de l'ICA témoigne de difficultés économiques amoindries, le niveau de l'activité économique demeure relativement faible et ne permet pas encore d'envisager une reprise véritable.

Indicateur du climat des affaires à Mayotte
(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Hausse des prix portée par l'alimentation et les services

Hormis une légère baisse au troisième trimestre, les prix ont enregistré une hausse sur l'ensemble de l'année 2012, modérée en début d'année puis accélérée au second semestre. Ainsi, en moyenne annuelle, la hausse des prix (+1,4 %) a été inférieure à celle de 2011 (+3,3 %). Cependant, à décembre 2012, ils progressent de 2,8 % en glissement annuel, soit une augmentation supérieure à celle de 2011 (+1,2 %), et à celle de la France entière en 2012 (+1,3 %).

Tous les produits contribuent à cette hausse, en particulier les produits alimentaires et boissons (+5,3 %) et les services (+2,6 %).

Indice des prix à la consommation
(en glissement annuel, %)



Source : INSEE

Un marché de l'emploi mieux orienté

Au 31 décembre 2012, le nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) a légèrement diminué (-1,9 % en glissement annuel) pour s'établir à 8 585 personnes. En moyenne annuelle, l'évolution est du même ordre (-2,2 %). Cette tendance concerne toutes les catégories d'âge à l'exception des demandeurs d'emploi de moins de 25 ans.

Les offres d'emploi enregistrées à fin 2012 s'élèvent à 2 232, soit une augmentation de 13,7 %. La part de ces offres qui ont été satisfaites reste stable autour de 84,0 %.

Recul de la consommation des ménages

Après avoir globalement progressé en 2011, la consommation des ménages s'est dégradée de manière continue en 2012 malgré un léger redressement constaté au quatrième trimestre.

Ainsi, les importations de produits alimentaires, textiles et d'équipements ménagers ont diminué respectivement de 6,8 %, 10,3 % et 39,6 % par rapport à 2011. D'autre part, le nombre d'immatriculations de véhicules neufs a fortement chuté de 60,0 %, en passant de 255 à 102 véhicules immatriculés entre 2011 et 2012.

Parallèlement, les chefs d'entreprise du secteur du commerce ont fait état tout au long de l'année d'une activité économique mal orientée. Les encours de crédits à la consommation ont légèrement diminué de 0,8 % en 2012.

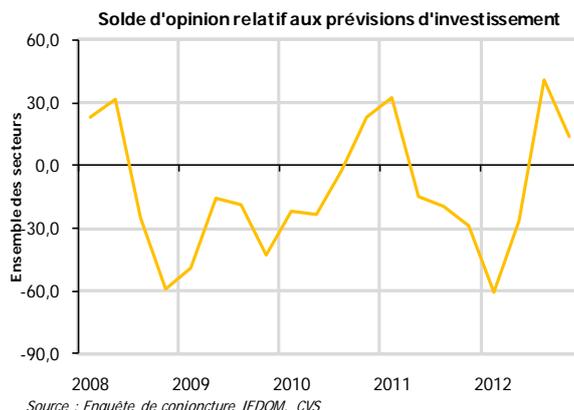
Enfin, la situation financière de certains ménages reste précaire : les retraits de cartes bancaires et le nombre de personnes physiques interdites bancaires

ont augmenté, respectivement de 27,4 % et 6,3 %, entre décembre 2011 et décembre 2012.

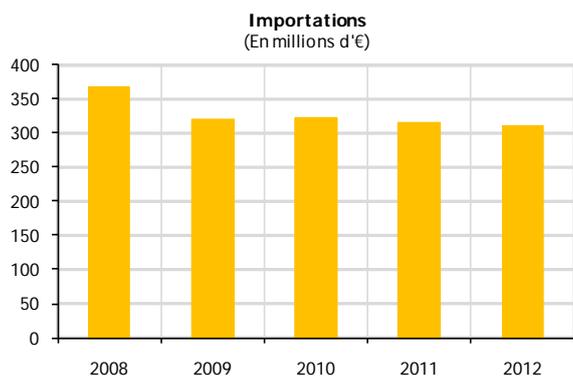
Evolution contrastée des investissements

L'évolution des investissements a été très contrastée selon les secteurs au cours de l'année 2012.

Après le conflit social de l'automne 2011, le manque de visibilité à court terme des chefs d'entreprise a continué de contraindre leurs décisions d'investissement au cours du premier semestre. Toutefois, un rebond exceptionnel des intentions d'investir a été enregistré au troisième trimestre 2012, prévisions qui sont ensuite restées bien orientées jusqu'à la fin de l'année. Cette évolution est corroborée par les encours bancaires des crédits d'investissement qui ont bondi au second semestre 2012 (+22,8 % par rapport au premier semestre). D'autre part, les importations de biens d'équipement professionnel ont fortement chuté par rapport à 2011 (-39,2 %, données CVS), malgré une augmentation de 26,1 % (données CVS) au troisième trimestre 2012. Dans les secteurs du commerce et des services marchands, les prévisions d'investissement des chefs d'entreprise sont restées globalement mal orientées tout au long de l'année. Par contre, dans le BTP et l'industrie, les entrepreneurs ont exprimé leurs intentions d'investir à partir du deuxième trimestre. Les encours des crédits à l'habitat des ménages et des entreprises s'inscrivent en hausse entre les derniers trimestres 2011 et 2012, respectivement de 11,1 % et 6,9 %.



Léger recul des importations



Les importations ont enregistré un nouveau recul (-1,9 %), après les baisses de 2011 et 2010, sous l'effet de la diminution des importations à destination des ménages (baisse des importations de produits alimentaires, de produits textiles et d'équipements ménagers, respectivement de 6,8 %, 10,3 % et 39,6 %) et, dans une moindre mesure, des entreprises (baisse des importations de biens d'équipements professionnel de 39,2 %). Les principaux postes d'importations sont les produits alimentaires, minéraux et de machines et appareils.

Les exportations, qui restent à un faible niveau (elles ne représentent que 2,3 % des importations), ont augmenté (+8,6 %), après une baisse importante en 2011 sous l'effet de la hausse des réexportations de machines et appareils, et de matériel de transport.

UNE ACTIVITÉ SECTORIELLE MIEUX ORIENTÉE EN FIN D'ANNÉE

Reprise de l'activité aquacole mais baisse continue de l'ylang ylang

Le secteur agricole demeure peu structuré et compétitif. Les exportations d'essence d'ylang, après un recul de 72,0 % en 2011, ont de nouveau fortement chuté (-79,8 %) au cours de l'année 2012.

L'aquaculture s'est en revanche restructurée et a retrouvé un niveau d'activité qui paraît désormais régulier. Ainsi, les exportations de poissons issus de l'élevage aquacole, interrompues depuis le dernier trimestre 2011, ont repris au deuxième trimestre 2012 et enregistrent une nette hausse (+103,5 % en glissement annuel), grâce notamment à une augmentation exceptionnelle au troisième trimestre 2012.

Les importations d'espèces avicoles ont connu une hausse régulière tout au long de l'année, excepté au deuxième trimestre, enregistrant ainsi une augmentation de 38,7 % en 2012.

Une année en demi-teinte pour le secteur industriel

Le secteur de l'industrie agro-alimentaire a enregistré une activité particulièrement dégradée au premier semestre avant de bénéficier d'une amélioration en fin d'année accompagnée d'intentions d'investissement mieux orientées. Toutefois, cela n'aura pas permis de relever les importations et les exportations de produits agro-alimentaires qui chutent, respectivement, de 14,5 % et de 15,3 % (données CVS).

Tous secteurs confondus, l'activité industrielle, hormis lors du troisième trimestre où la conjoncture fut particulièrement favorable, a connu une année difficile marquée par une baisse de l'activité.

Légers signaux de redressement en fin d'année pour le BTP

Après deux années consécutives plutôt atones, le secteur du BTP montre de légers signes de redressement en fin d'année. Suite au conflit social du quatrième trimestre 2011, l'activité a été sinistrée au premier semestre 2012 sous l'effet conjugué d'un manque d'activité et d'importants délais de paiement de la part des collectivités locales. Par conséquent, les professionnels du secteur ont dû procéder à des licenciements et recourir au chômage partiel. A partir du troisième trimestre 2012, le lancement effectif du plan de relance et l'abondement du Fonds intercommunal de péréquation (FIP) ont permis de détendre quelque peu les lignes de trésorerie et d'améliorer nettement la situation, comme en témoigne le rebond exceptionnel des importations de ciment (+34,8 %, données CVS) entre le deuxième et le troisième trimestre. Cependant, le manque de visibilité sur le court terme et le maintien d'arbitrages sur les effectifs soulignent la fragilité de ce redressement.

Nouvelle dégradation de l'activité du commerce et des services

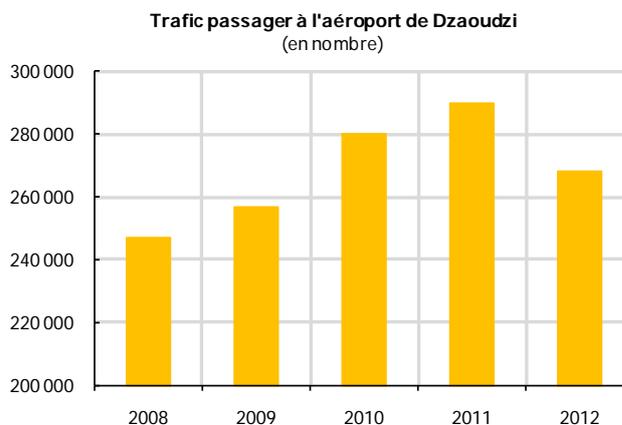
Déjà détériorée en 2011, l'activité commerciale a pâti du recul de la consommation des ménages et enregistre une nouvelle dégradation en 2012. Cette baisse d'activité s'est accompagnée de pertes d'emplois et de tensions régulières sur les trésoreries.

L'activité du secteur des services marchands a également enregistré une forte baisse au premier semestre avec, pour conséquence, une réduction de ses effectifs. Les investissements opérés au troisième trimestre pour étendre et diversifier les activités ont toutefois permis une légère amélioration du niveau d'activité au dernier trimestre.

Diminution de l'activité touristique

Les professionnels du tourisme et leurs partenaires ont poursuivi en 2012 leurs efforts pour structurer le secteur et promouvoir la destination de Mayotte. Ainsi, outre la participation aux salons internationaux et l'organisation d'événements sur l'île, une procédure de classification a permis, en début d'année, d'attribuer deux étoiles à deux établissements hôteliers et trois étoiles à deux autres. Par ailleurs, dans le cadre du concept des « Îles Vanilles », un combiné Mayotte-Réunion a été proposé et permet maintenant de passer dix jours partagés équitablement entre les deux îles. Enfin, depuis le mois de décembre 2012, une compagnie aérienne a mis en place une nouvelle ligne Marseille-Dzaoudzi-Saint-Denis-Marseille proposant ainsi une solution supplémentaire pour rallier Mayotte depuis la Métropole.

Cependant, les effets de ces actions ne se ressentent pas encore sur l'activité touristique, qui a été pénalisée tout au long de l'année 2012 par une baisse sensible du trafic aérien. Le nombre de passagers hors transit enregistrés à l'aéroport de Dzaoudzi chute de 7,5 % comparé à l'année 2011. Les chefs d'entreprise dans l'hôtellerie et la restauration déplorent une baisse d'activité qui s'est poursuivie tout au long de l'année.



Source : Aéroport de Mayotte, désaisonnalisé par l'IEDOM

UNE ACTIVITÉ BANCAIRE SOUTENUE QUI S'INTENSIFIE EN FIN D'ANNÉE

Progression continue des actifs détenus par la clientèle mahoraise

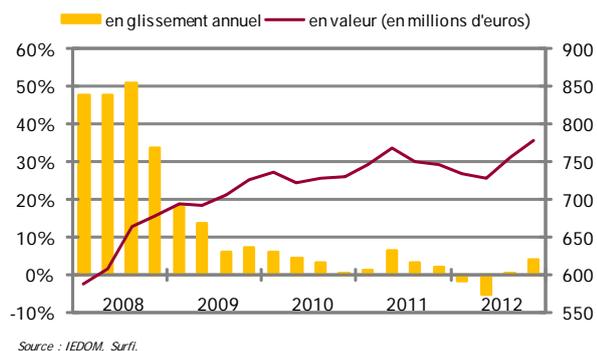
En baisse durant les deux premiers trimestres, l'activité de collecte des établissements de crédit rebondit nettement les deux trimestres suivants. L'encours global des actifs financiers détenus à Mayotte s'établit à 414,9 millions d'euros au 31 décembre 2012, en progression de 5,7 % sur un an (après +6,3 % en 2011 et +7,0 % en 2010).

Cette tendance concerne tous les agents économiques de la place, au premier rang desquels figurent les entreprises (+10,6 % sur l'année, soit +13,4 millions d'euros), dont les actifs sont dynamisés par l'accroissement de leurs dépôts à vue. Avec une collecte en progression de 6 millions d'euros en 2012 (+3,0 %), l'épargne des ménages suit la tendance générale et bénéficie de l'augmentation régulière de la collecte sur le livret A (+2,4 millions d'euros, soit +15,5 %), encouragée par les mesures de relèvement de plafonds intervenus en fin d'année. Enfin, les autres agents (principalement les collectivités locales) voient le montant de leurs actifs croître de 4,8 % sur l'année (soit +3,0 millions d'euros).

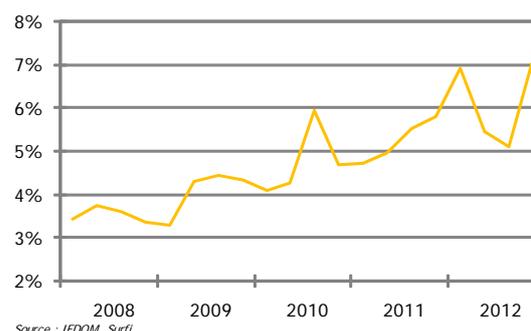
Activité de crédit en hausse mais avec une nouvelle dégradation du risque

A fin 2012, l'encours brut total de crédits consentis par l'ensemble des établissements de crédit (installés ou non localement) s'établit à 829,4 millions d'euros et progresse de 5,3 % (après +3,5 % en 2011 et +1,0 % en 2010). Cela traduit une contribution accrue du système bancaire au financement de l'économie, particulièrement visible au quatrième trimestre. La progression moins marquée de l'encours de crédit sain (+4,4 %, à 779,9 millions d'euros) souligne cependant une nouvelle dégradation de la qualité d'ensemble des engagements. Ainsi, avec +1,2 point contre +1,1 point en 2011, le taux de créances douteuses (7,0 %) affiché par les établissements de crédit installés localement se détériore de nouveau. La croissance dynamique de l'encours de crédits sains aux entreprises (+18,0 % sur un an), particulièrement bien orientée pour les crédits d'investissements les deux derniers trimestres, porte la tendance d'ensemble. L'encours de crédits sains aux ménages progresse également sur l'année de 4,9 % (contre +3,5 % en 2011). Il est principalement soutenu par les crédits à l'habitat, marché traditionnellement dynamique représentant plus de la moitié des crédits aux particuliers, en forte croissance (+11,1 % après +5,8 % en 2011).

Evolution de l'encours de crédit sain de l'ensemble des établissements de crédit



Taux de créances douteuses brutes des établissements de crédit installés localement



VERS LA CONFIRMATION DE L'AMÉLIORATION DE LA SITUATION CONJONCTURELLE EN 2013 ?

L'année 2013 à Mayotte sera consacrée à la poursuite de la convergence de son système juridique et réglementaire vers les droits commun et communautaire, notamment dans le cadre de la finalisation des démarches d'accès au statut de Région ultrapériphérique (RUP) de l'Union européenne (UE) à compter du 1^{er} janvier 2014. Elle sera également marquée par la formalisation de la Stratégie d'aménagement régional (SAR), qui définira les orientations de la politique de développement de l'île pour les dix années à venir, et l'identification des programmes de développement susceptibles d'être financés par les fonds structurels européens.

Dans ce contexte dynamique mais caractérisé par un degré élevé d'incertitude, les signes de redressement entrevus en fin d'année 2012 devraient favoriser l'activité et les décisions d'investissement au cours de l'année 2013. Cette évolution pourrait être propice à un rétablissement lent mais progressif de la situation économique même si les fondamentaux de l'économie mahoraise devraient demeurer fragiles.

Néanmoins, les deux principaux moteurs de l'économie, la consommation des ménages d'une part, et la commande publique d'autre part, devraient continuer à être soutenus en 2013. En effet, la consommation des ménages devrait se restaurer, sous l'effet conjugué de la revalorisation du SMIC au 1^{er} janvier 2013, du relèvement de certains minima sociaux et de la mise en place prochaine de l'indexation des salaires de la fonction publique, et pourrait bénéficier à l'activité du secteur du commerce. La commande publique devrait, quant à elle, se maintenir à un niveau assez élevé grâce aux programmes financés par l'Etat, le Département et les collectivités locales dans les domaines des infrastructures urbaines, sociales et immobilières. Cette perspective pourrait, si elle n'est pas altérée par des délais de paiement trop longs qui pèseraient sur la trésorerie des entreprises, profiter à l'activité du secteur du BTP. Ces prévisions sont corroborées par l'opinion des responsables d'établissements bancaires de la place de Mayotte qui anticipent une activité de financement de l'économie (crédits d'équipement et d'exploitation aux entreprises, et d'habitat aux ménages) assez dynamique en 2013.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : Y. MAYET

Editeur et imprimeur : IEDOM

Achevé d'imprimer : 20 mars 2013 – Dépôt légal : mars 2013 – ISSN 1952-9619